

This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

#### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + Refrain from automated querying Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

#### **About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



#### A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

#### Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + Ne pas procéder à des requêtes automatisées N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + Rester dans la légalité Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

#### À propos du service Google Recherche de Livres

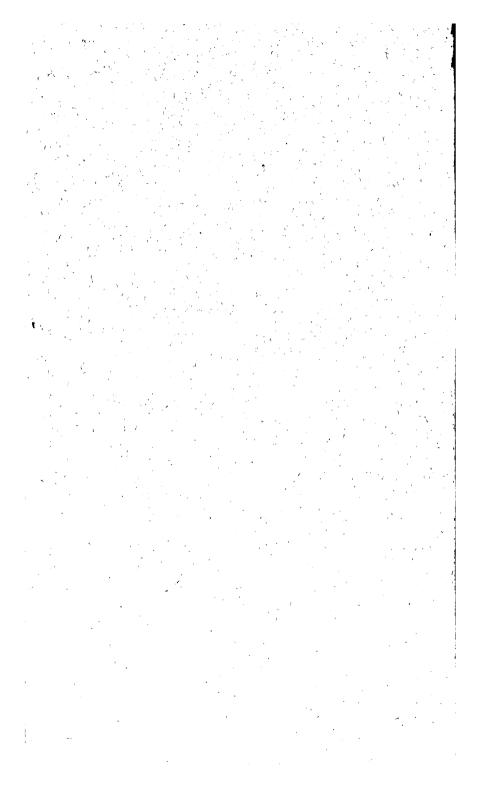
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse http://books.google.com

T; D49



DEPOSITED AT THE HARVARD FOREST 1943





Down forth

# DÉCRETS

SUR

### LA POLICE FORESTIÈRE,

des 19 & 27 Décembre 1790,

Précédés du rapport fait au nom du Comité des domaines.

PAR M. DEVISME, Député du département de l'Aisne.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.
1791.

# D É

## DÉCRETS

SUR

## LA POLICE FORESTIÈRE,

Des 19 & 27 Décembre 1790,

Précédés du Rapport fait au nom du comité des Domaines.

PAR M. DEVISME, Député du Département de l'Aisne.

## Messieurs,

LA séparation qui vient de s'opérer dans la matière des eaux & forêts, entre les fonctions administratives & l'autorité judiciaire, fait naître quelques difficultés sur

les opérations des gardes, & sur la poursuite des délinquans. Ces difficultés seront prévues, elles seront levées dans le travail sur l'administration forestière dont s'occupent sans relâche les différens comités que vous en avez chargés. Mais quelle que soit leur activité, & quoiqu'ils espèrent pouvoir vous offrir bientôt le résultat de leurs méditations, il est impossible de se dissimuler qu'il s'écoulera encore quelque temps avant l'établissement d'un nouvel ordre de choses en cette partie. Cependant, Messieurs, les circonstances sont pressantes : au milieu des besoins qui naissent des conjon dures difficiles, & qui s'accroissent dans une saison rigoureuse, les délits se multiplient dans les bois, & toute la vigilance de la force publique a peine à garantir les forêts d'une dévastation totale. Il est donc extrémement essentiel que le service des gardes, & que la poursuite des délits n'éprouvent aucune interruption dans ce passage de l'ancien au nouvel état. Un seul instant de ralentissement dans l'exécution de vos décrets, encourageroit les malveillans, & les plus funestes effets résulteroient de l'espoir de l'impunité. C'est pour cela qu'on demande de toutes parts à votre comité des domaines, de fixer les doutes qui vont suspendre la marche de la justice. Il a éprouvé d'abord quelque répugnance à vous proposer une loi provisoire, à la veille de vous présenter le projet d'une loi définitive; d'autant que cette loi provisoire exigeoit elle-même la conciliation difficile de quelques points délicats. Mais le plus grand de tous les inconvéniens seroit l'inaction de la police forestière, & il faut l'éviter à quelque prix que ce soit.

On demande d'abord, Messieurs, qui recevra l'affirmation des procès-verbaux des gardes. La difficulté naît de ce que l'affirmation devant être faite dans les 24 heures, souvent la brièveté du délai ne permettra pas au garde d'arriver à tems devant le juge du dis<

triet, pour remplir cette formalité. Cependant le délai nous a paru effentel à conserver, pour garantir la foi du procès-verbal. Nous vous proposons de donner concurremment aux juges du district, & aux juges de paix, ainsi qu'à leurs prud'hommes affesseurs le droit de recevoir l'affirmation des procès-verbaux, & en cela nous ne nous écartons point de ce qui s'est pratiqué jusqu'à ce jour, puisqu'à une certaine distance du tribunal, tout juge étoit compétent pour l'affirmation d'un procès-verbal de garde. Nous n'appelons à cettefonction les officiers municipaux qu'en un seul cas c'est celui où les juges de paix ne seroient pas encore en activité. Leur ministère nous a paru alors inévitable: passé ce tems, il est superflu, & peut-être même ne feroit-il pas sans quelque danger, puisque nous avons la certitude que nombre de municipalités rurales ont eu la foiblesse de tolérer, & que quelques unes ont même autorisé d'énormes dégats dans les bois.

Si l'affirmation du procès-verbal dans un bref délai est destinée à lui imprimer un caractère de vérité & d'authenticité, son dépôt au gresse a pour but d'en assure l'état & d'empêcher qu'il ne subisse aucune altération: d'oû nous avons conclu que le dépôt légal devoit se faire au tribunal de district, qui devra juger le délit. Mais votre comité, Messieurs, a pensé en même tems que l'administrateur qui devra faisir le tribunal de la poursuite du délit devoit aussi avoir connoissance du procès-verbal, & qu'il devoit l'avoir promptement, pour que cette poursuite n'éprouve aucun retard : & de là la disposition qui assuré le garde à envoyer au procureur du roi de la maîtrise une copie de son procès-verbal, dans le même délai qu'il en aura essectio

le dépôt.

Il est nombre de communautés qui ont négligé de préposer des gardes pour la conservation de leurs bois

A 3 :

communaux, quoique l'obligation leur en soit imposée par l'ordonnance de 1669. L'on pressent aisément les motifs de cette négligence: plus ils sont suspects, plus il faut s'empresser de rappeler les communautés à l'observation de leur devoir. L'article que votre comité vous propose à ce sujet, autorisera les directoires de district à nommer eux-mêmes les gardes, après avoir mis en demeure les municipalités qui sont en retard.

On a élevé, Messieurs, dans certains districts la prétention d'astreindre les gardes actuellement en activité à prêter un nouveau serment devant le tribunal dans le ressort duquel ils sont établis. Cette prétention est déraisonnable, & il faut la faire cesser. Les anciens gardes doivent conserver leur qualité & leurs pouvoirs, jusqu'à ce que vous ayez prononcé sur leur sort. Quant à ceux qui vont être établis, point de doute que leur réception ne doive se faire au tribunal du district; mais tant que les maîtrises ne seront point dépouillées de l'administration que vous leur avez laissée provisoirement, il est juste, il est nécessaire que les nouveaux gardes leur soient connus par un enregistrement de la nomination en leur gresse.

Nous voici parvenus, Messieurs, à la difficulté la plus sérieuse. Quel est l'officier public qui sera chargé de la poursuite des délits commis dans les bois?

I rois tonctionnaires publics paroissoient se disputer ce devoir; le procureur-syndic du district, le commissaire du roi près le tribunal, & le procureur du roi de la maîtrise.

Votre comité, Messieurs, s'est bientôt convaincu que le procureur-syndic devoit être écarté de çe concours. Des raisons puissantes ne permettent pas, du moins dans ce moment, de l'appeler à une telle sonction.

Ce n'est pas seulement, Messieurs, parce que le

procureur-syndic peu versé dans les matières forestières, entraîné d'ailleurs par un grand courant d'autres affaires, est peu propre à une partie pour laquelle il faudroit qu'il recourût à des conseils, qu'il employât des agens dans les tribunaux souvent éloignés de sa résidence, & qu'il sît des frais dont il faut éviter la multiplication. Ces considérations sont sont sortes: mais il en est une plus décisive. L'action pour la réparation des délits commis dans les bois ne peut appartenir qu'à l'administrateur; & il seroit contre toutes les règles de donner au procureur-syndic, le droit de stipuler en justice les intérêts d'une administration à laquelle il est jusqu'ici absolument étranger.

Ce motif qui repousse le procureur - syndic, appelle d'abord le procureur du roi de la maîtrise; mais l'opinion favorable à celui-ci, a aussi ses inconvéniens.

L'ancien ressort juridictionnel des maîtrises n'a aucune analogie avec le territoire des nouveaux tribunaux de district. Il est telle maîtrise dont le ressort se trouve aujourd'hui dispersé sous la juridiction de cinq ou six tribunaux différens: il n'en est aucune qui n'ait éprouvé une division plus ou moins considérable : il en est même beaucoup dont l'établissement ne se trouve pas dans le même lieu qu'un des nouveaux tribunaux, Voyez d'après cela quelle charge ce seroit pour les procureurs du roi des maîtrises, que de leur confier la poursuite des délits. Ce qui leur étoit si facile autrefois, parce qu'ils le faisoient, pour ainsi dire, sur leur siège, ils ne pourroient plus le faire qu'à l'aide d'une surveillance très-multipliée, & avec des déplacemens onéreux: & ils seroient d'ailleurs obligés d'avoir des amis auprès de tous les tribunaux auxquels ont été réparties les diverses sections de leur ancien ressort. Certes, il est impossible d'imposer de tels devoirs à des officiers dont la suppression est prochaine : ce seroit abuser du zèle qu'ils ont montré généralement dans ces tems difficiles.

Reste le commissaire du roi; à son égard, Messeurs, un obstacle peut-être plus insurmontable encore né de votre constitution judiciaire, désend de lui donner, je ne dis pas la poursuite, mais l'action en réparation des désits. L'article 2 du titre 8 du décret du 16 août, porte que « les commissaires du roi, » exerceront leur ministère, non par voie d'action, » mais seulement par celle de requisition, dans les » procès dont les juges auront été saiss »: ainsi le commissaire du roi se trouve dans une incapacité absolue de diriger une action quelconque, non seulement au civil, mais même au criminel où vous avez délégué le droit d'agir à un accusateur public. Il ne peut que poursuivre par voie de requisition, les instances dont le stibunal est déja saiss.

Quelque embarrassante que sût cette position, il falloit cependant en sortir. Votre comité, Messieurs, a cru en trouver le moyen dans un tempérament qui lui a paru concilier le respect dû aux règles, & les égards réclamés par les convenances. Ce tempérament consiste à donner l'action au procureur du roi de la maî-

trise, & la poursuite au commissaire du roi.

Par-là, Messieurs, les règles conservent leur empire; car le ministère du commissaire du roi borné à la pour-suite du délir, ne sort point des limites posées par la constitution, & le procureur du roi de la maîtrise qui; parce qu'il est l'administrateur, doit être la véritable partie, se trouve revêtu de cette qualité, au moyen de ce que c'est à lui qu'est réservé le droit de faisir le tribunal par une action intentée à sa requête.

Les convenances ne sont pas moins ménagées par cet expédient. En effet le procureur du roi de la maîtrise ne se trouve pas dépouillé d'une des sonstions de l'administrateur, avant d'en perdre le caractère: il n'est point surchargé de l'embarras de la poursuite dans divers tribunaux; & l'action est accordée à celui qui par son expérience est le plus en état de connoître s'il est utile de l'intenter.

Le ministère du commissaire du roi devant se borner à la poursuite par voie de requisition, lorsque le jugement sera rendu, ce sera au procureur du roi de la maîtrise d'en procurer l'exécution par les voies lé-

gales.

Ainsi la loi provisoire que nous vous proposons pourvoit aux besoins du moment, & elle y pourvoit d'une manière constitutionnelle; les actions en réparation des délits ne seront point suspendues, faute d'un agent qui puisse les diriger ou les poursuivre; & l'impunité n'offrira pas un nouvel attrait à la dévastation de cette espèce de propriétés dont la conservation est si

importante à l'état.

Un dernier article a pour objet de fixer les doutes qui se sont élevés dans nombre d'endroits sur la manière dont doit se faire le triage des papiers & minutes des greffes des maîtrifes. Ces papiers sont de deux espèces; les uns concernent la juridiction, les autres sont relatifs à l'administration: & aux termes de votre décret du 12 octobre, ceux de la première espèce doivent être triés incessamment, pour être portés aux gresses des tribunaux de district. Cette opération est de la nature de celles qui sont dévolues naturellement à des commissaires; & comme il s'agit d'y conserver les droits respectifs de l'administration & de la juridiction, nous vous proposons de la confier à deux commissaires nommés, l'un par le tribunal, l'autre par la maîtrise. Il y aura des papiers juridictionnels, tels que des registres d'audience, qui intéresseront plusieurs districts à la-fois. Il n'est pas possible de les diviser, & l'on ne trouveroit peut-être pas convenable de les donner à un district, plutôt qu'à un autre. L'avis du comité est qu'ils restent provisoirement au gresse de la maîtrise, avec les papiers de l'administration, jusqu'à ce qu'il soit statué définitivement sur les uns & les autres.

Il me reste à observer, Messieurs, que les dispositions du décret que je vais avoir l'honneur de vous proposer, concernent non-seulement les maîtrises, mais encore les grueries royales, & les ci-devant juridistions des falines. Ces grueries & ces juridistions des salines sont des établissemens de même nature, que les maîtrises; ils étoient comme elles à-la-fois administratis & judiciaires, & comme elles, ils ne sont dépouillés que de la juridistion. Il y a donc nécessité de les mettre sur la même ligne, & de rendre commune à toutes les administrations astuelles des bois, quelle que soit leur dénomination, la loi provisoire que sollicitent, de votre vigilance, des incertitudes momentanées dont les essets pourroient n'être que trop durables.

# DÉCRET

du 19 Décembre 1790.

L'Affemblée nationale, voulant pourvoir à ce que les délits qui se sont commis, & se commettront dans les bois, soient poursuivis avec la plus grande activité, décrète provisoirement ce qui suit, en attendant l'établissement du nouveau régime qu'elle se propose de former pour l'administration des forêts.

#### ARTICLE PREMIER.

Tous les gardes des bois & forêts, reçus dans les maîtrises & grueries royales, dans les ci-devant juridictions des salines & dans les ci-devant justices seigneuriales, sont tenus, sous les peines portées par les ordonnances, de faire dans la forme qu'elles prescrivent, des rapports ou procès-verbaux de tous les délits, & contraventions commis dans leurs arrondissemens respectifs. Les procès-verbaux seront rédigés en double minute, & seront affirmés dans le délai de 24 heures, soit devant le plus prochain juge de paix, ou l'un de ses prud'hommes - assesseurs, & dans le cas où ils ne seroient point encore en fonctions, devant le maire ou autre officier de la municipalité la plus voisine du lieu du délit, soit devant un des juges du tribunal du district dans le ressort duquel le délit aura été commis.

II.

L'une des minutes des procès - verbaux ainsi affirmés sera déposée, dans la huitaine de leur date, au greffe du tribunal du district dans le ressort duquel le délit

aura été commis: l'autre minute, sur laquelle il sera fait mention de l'affirmation, sera envoyée, dans le même délai, par les gardes, au procureur du roi de la maîtrise, gruerie ou ci-devant juridiction des salines du ressort.

#### TII.

Si dans quelque communauté il a été négligé de préposer des gardes en nombre suffisant pour la confervation de ses bois communaux, conformément à ce qui est prescrit par l'article XIV du titre 25 de l'ordonnance de 1669, le directoire de district enjoindra à la municipalité de convoquer, dans la huitaine, le conseil général de la commune pour faire choix desdits gardes; & faute par elle de satisfaire dans la huitaine à cette injonction, il sera procêdé par le directoire de district, à la nomination desdits gardes. Pourront les gardes ainsi nommés, saire, après leur réception, des rapports & procès-verbaux de tous les désits commis dans les bois du territoire pour lequel ils auront été institués.

#### IV.

Les gardes nommés depuis que les tribunaux de district sont en activité, prêteront serment devant eux. & y seront reçus sans frais. Les actes de leur nomination & réception seront en outre enregistres, sans frais, au greffe de la maîtrise, gruerie royale, ou ci-devant juridiction des salines du ressort.

#### V.

L'action en réparation des délits ci-devant commis dans les bois & forêts, sera formée incessamment, st 13

fait n'a été, devant le tribunal du district dans le territoire duquel ils auront été commis; & par rapport à ceux qui se commettront par la suite, elle sera formée devant le même tribunal, dans la quinzaine au plus tard de l'envoi du procès-verbal au procureur du roi de la maîtrise, gruerie royale, ou ci-devant juridiction des salines.

#### VI.

L'action sera intentée à la requête du procureur du roi de la maîtrise, gruerie, ou ci-devant juridiction des salines, avec élection du domicile en la maison du commissaire du roi près le tribunal de district, sans que ledit procureur du roi soit astreint en aucun cas, à se pourvoir préalablement devant le bureau de paix, & sauf la prévention de l'accusateur public, lorsqu'il y aura ouverture à la voie criminelle: pourront au surplus les particuliers à qui les délits feront éprouver un dommage personnel; en poursuivre eux-mêmes la réparation par les voies de droit.

#### VII.

Lorsque l'action aura été intentée à la requête du procureur du roi de la maîtrise, gruerie, ou ci-devant juridiction des salines, elle sera poursuivie & jugée à la diligence, & sur la requisition du commissaire du roi; à l'effet de quoi ledit procureur du roi sera tenu d'adresser au commissaire du roi, toutes les pièces nécessaires à la poursuite de l'affaire.

#### VIII.

Aussitôt après que le jugement aura été rendu, le commissaire du roi le sera expédier & le transmertra

au procureur du roi à la requête de qui l'action aura été intentée, & le procureur du roi fera exécuter ce jugement dans les formes prescrites par les ordonnances. Les procureurs du roi seront remboursés de leurs avances par la caisse de l'administration des domaines, sur un état certissé d'eux, arrêté par le directoire de district & visé par le directoire de département.

#### IX.

L'Affemblée nationale charge les tribunaux de difmit, d'apporter la plus grande célérité au jugement des instances civiles & criminelles introduites pardevant eux pour raison des délits commis dans les bois, de se conformer strictement aux dispositions des lois rendues pour la conservation des bois & forêts; & de prononcer contre les délinquans les peines y portées.

#### X.

Le triage des papiers & minutes des greffes des maîtrises des eaux & forêts, grueries royales & ci-devant juridictions des salines, auquel il doit être procedé incessamment, en exécution du décret du 12 octobre dernier, sera fait par deux commissaires normés, l'un par le tribunal de district, l'autre par la maîtrise, gruerie royale ou ci-devant juridiction des salines: ceux desdits papiers & minutes qui concernent l'exercice de la juridiction, seront remis au commissaire du tribunal de district, lequel en donnera sa décharge au bas de l'un des deux états qui en auront été dresses, & cet état ainsi déchargé, restera déposé au greffe de la maîtrise, gruerie royale ou juridiction des salines, ainsi que les papiers qui sont relatifs à l'administration. Il en sera de même provisoirement des

papiers concernant la juridiction qui se trouveront être communs à plusieurs districts, & sur le dépôt définitif desquels l'Assemblée nationale se réserve de statuer en même tems que sur celui des papiers d'administration.

#### XI.

L'Assemblée nationale charge son président de porter dans le jour, le présent décret à la sanction royale.

#### DÉCRET du 27 Décembre 1790.

L'Assemblée nationale, après avoir entendu son comité des domaines, déclare que, par son décret du 19 de ce mois, elle n'a entendu déroger, quant à présent, à l'usage observé dans quelques départemens, de faire rédiger au grefse les rapports des gardes concernant les délits commis dans les bois; elle décrète en conséquence que, jusqu'à ce qu'il y ait été autrement pourvu, les rapports des gardes pourront, dans les dits départemens, être reçus, rédigés & écrits par le gressier du juge de paix du canton où le délit aura été commis, dans la forme ci-devant usitée; qu'au surplus les formalités prescrites pour l'affirmation & le dépôt seront observées à l'égard desdits rapports, comme pour les procès-verbaux rédigés par les gardes.

